

L'HISTOIRE, FAB

Vaste enquête conduite par 200 collaborateurs durant cinq ans dans 23 pays européens, «Writing the Nation» a pour objectif d'éclairer la manière dont se sont construits les grands récits nationaux

Le professeur François Walter propose une nouvelle lecture du passé national avec «L'invention de la Confédération», premier volet d'une série de cinq ouvrages

La Suisse romande n'a produit aucun manuel scolaire depuis la parution du rapport de la Commission Bergier. Analyse de la situation avec Charles Heimberg, de la Section des sciences de l'éducation

Dossier réalisé par Vincent Monnet et Anton Vos

La victoire des Confédérés à Sempach, en 1386, a eu un énorme retentissement en Europe. Cet événement marque également le début d'une nouvelle phase de collaboration entre les VIII cantons (aquarelle de Karl Jauslin 1889).



RIQUE DES NATIONS

MUSEUM.BL LIESTAL



AUX SOURCES DE L'HISTOIRE

De par son importance politique primordiale pour le développement des Etats-nations, l'histoire nationale a longtemps été prédominante. Mais ce n'est de loin pas la seule manière d'aborder cette discipline, comme l'explique Michel Porret, directeur du Département d'histoire générale

Le développement de l'histoire nationale est indissociable de l'émergence des Etats-nations au XIX^e siècle. Quel est le fondement de cette relation?

MICHEL PORRET: Le modèle classique, qui domine tout le XIX^e siècle et perdure, à quelques notables exceptions, jusqu'aux années 1950, est forgé en France dans les années qui suivent la Révolution de 1789. Il s'agit d'un récit éminemment politique dans la mesure où l'objectif visé est de relier l'expérience révolutionnaire, qui est fondatrice de la liberté moderne, aux origines mêmes de la nation. En d'autres termes, il faut parvenir à montrer que la chute de l'Ancien Régime n'est pas une sorte d'accident de l'histoire, mais la continuité ou plutôt l'aboutissement d'un processus de perfectibilité inhérent à la modernité.

Est-ce à dire que l'histoire des nations n'est que pure invention?

Pas tout à fait. Tout récit historique repose certes sur l'interprétation et la position idéologique de son auteur. Il peut par ailleurs être utilisé à des fins purement politiques, mais il y a une limite qu'on ne peut pas franchir. Sans sources, il ne peut en effet être question d'écrire l'histoire. Ce qui fait la différence entre un récit de fiction et un récit d'histoire, c'est que ce que raconte l'historien doit toujours pouvoir être vérifié dans les archives. Franchir cette limite, c'est manquer à ce que Bronislaw Baczko (qui a enseigné à l'Université de Genève entre 1974 et 1989, ndlr) appelait «la responsabilité morale de l'historien». Or, le XIX^e siècle, c'est également l'âge d'or de la source. C'est à ce moment que l'on commence à publier la plupart des documents anciens sur lesquels les chercheurs travaillent aujourd'hui encore. Et même si les historiens de l'époque interprètent les sources dans le sens qu'ils souhaitent donner au récit national, ils disposent d'un immense corpus pour justifier les faits qu'ils avancent.

Quelles conséquences cette façon de travailler a-t-elle sur l'écriture de l'histoire?

Elle a eu une influence durable qui s'est traduite par une prééminence très nette pour tout ce qui touche au passé de l'Etat et des institutions, ainsi qu'à l'histoire militaire. La profession a négligé l'ensemble des sources évoquant des thèmes comme la vie quotidienne, la justice ou la culture jusqu'aux années 1930. Ensuite, cette lacune a commencé à être comblée avec l'avènement, autour de «l'histoire-problème», de ce que l'on pourrait appeler l'histoire des mentalités.

C'est-à-dire?

Si on cherche, par exemple, à comprendre pourquoi le passeport s'impose après la Révolution française, il y a deux façons de procéder. D'une part, si l'on s'en tient à l'approche classique, on peut essayer de retrouver désespérément l'origine du passeport en recherchant dans les archives, ce qui a peu de chances d'aboutir. De

l'autre, on peut s'efforcer de démontrer comment, dans une société centrée autour de la figure du citoyen, l'idée d'identifier un individu à un document écrit parvient à s'imposer dans

la culture politique. Cette façon de faire de l'histoire régressive ne demande pas une érudition particulière, mais une mise en problématique rigoureuse des documents. Ce qui compte, c'est de parvenir à poser un problème pour comprendre un sujet d'actualité. C'est ce que faisaient déjà des auteurs comme Montesquieu ou Voltaire en

expliquant que le déclin de la monarchie française vers 1750 était dû à un héritage de l'absolutisme neutralisant les corps intermédiaires de la société et empêchant de ce fait les idées libérales de progresser. C'est aussi ce que feront les historiens de l'«école» des *Annales* à partir des années 1930.

Que se passe-t-il à ce moment?

Le développement de l'histoire-problème est en partie une réaction à l'utilisation qui a été faite de l'histoire dans les événements qui ont conduit au déclenchement de la Première Guerre mondiale. Pour des auteurs comme March Bloch ou Lucien Fèbvre, l'histoire mise au service de la nation et de l'impérialisme est une impasse puisqu'elle conduit à la guerre. Plutôt que de continuer dans cette voie, il s'agit donc de se pencher sur des phénomènes qui sont à la fois plus significatifs et moins visibles comme les structures économiques ou les mentalités. La crise de 1929 a également joué un rôle en amenant de nombreux économistes à s'intéresser à l'histoire. C'est notamment le cas d'Ernest Labrousse, qui, dans les années 1930, se base sur une analyse de l'évolution du prix du blé pour expliquer la Révolution française et non plus uniquement sur l'opposition entre monarchie et tiers état. Ce genre d'approche a ouvert un énorme champ de recherche

Le modèle qui domine le récit historique jusqu'au milieu du XX^e siècle a été forgé en France dans les années qui suivent la Révolution de 1789



«La Liberté guidant le peuple», tableau d'Eugène Delacroix illustrant la révolution de juillet 1830.

que nous n'avons pas encore fini d'explorer aujourd'hui.

L'historien américain Francis Fukuyama avait donc tort lorsqu'il évoquait la «fin de l'histoire» en 1989?

Fukuyama considère alors que le consensus sur la démocratie libérale qui s'imposera inmanquablement à la suite de l'effondrement du bloc communiste marque la fin de la progression de l'histoire humaine, qu'il envisage essentiellement comme un combat entre des idéologies antagonistes. Depuis le 11 septembre 2001, il paraît évident qu'il s'est trompé.

Vous avez participé cette année aux Rendez-vous de l'histoire qui sont organisés à Blois. Cette manifestation, qui en est à sa douzième édition, réunit des centaines d'historiens en tout genre et un public considérable. Qu'en avez-vous retiré?

Le premier constat est que l'histoire suscite

aujourd'hui un très grand intérêt. Même si les tirages sont parfois modestes, l'offre est très large et il y a beaucoup plus de titres disponibles sur le marché qu'il y a vingt ou trente ans. J'ai également été frappé par la domination écrasante des livres sur l'histoire du corps et des écrits de vie de soldats de la Première ou de la Deuxième Guerre mondiale. Il semble que face à un système économique dont plus personne ne comprend le fonctionnement, on assiste aujourd'hui à un retour vers l'individualité en mettant en avant des héros anonymes et non plus la vie de quelques «grands hommes».

Président de la Commission d'experts chargée d'éclaircir le rôle de la Suisse durant la Deuxième Guerre mondiale, Jean-François Bergier est décédé récemment. Quel impact ont eu ses travaux?

La Suisse a longtemps vécu avec l'idée qu'elle pouvait avoir la conscience tranquille par rap-

port à son passé. Aux yeux de nos parents et de nos grands-parents, la Mobilisation ou le rationnement alimentaire montraient que la Suisse avait fait ce qu'il fallait pour échapper au mal durant la Deuxième Guerre mondiale. Le Rapport Bergier a prouvé de manière incontestable que nous nous étions accommodés comme les autres de la réalité du moment et que nous n'avions pas forcément les mains propres. Ce qui a largement contribué à désenchanter la vision que les Suisses avaient d'eux-mêmes.

Peut-on faire un lien entre cette profonde remise en question de l'identité nationale et le succès de formations politiques défendant des idées xénophobes?

Toucher à la mémoire nationale conduit forcément à modifier la configuration politique d'un pays. Et pour l'heure, pour beaucoup de citoyens suisses, il semble encore difficile d'accepter le désenchantement. ■

LA VIE RÊVÉE DES NATIONS

Vaste enquête conduite par 200 collaborateurs durant cinq ans dans 23 pays européens, «Writing the Nation» a pour objectif d'éclairer la manière dont se sont construits les grands récits nationaux. Explications avec Christoph Conrad, codirecteur du projet, à l'heure où le premier volume de la série sort de presse

L'écho donné outre-Sarine au livre de Roger Sablonier sur la Suisse primitive, le succès de librairie inattendu des ouvrages de Georges Andrey (*Histoire de la Suisse pour les nuls*) et de Joëlle Kuntz (*L'Histoire suisse en un clin d'œil*) ou encore l'affluence des visiteurs à la nouvelle exposition du Musée national suisse de Zurich sont autant d'indices qui ne trompent pas: à l'heure de la mondialisation, l'histoire nationale continue de susciter les passions. Que ce soit pour déplorer la remise en cause des mythes fondateurs ou pour critiquer les libertés prises dans l'interprétation du passé, ce regain d'intérêt, qui dépasse de loin les frontières de la Confédération, démontre qu'ici comme ailleurs, l'interrogation sur la nature du lien social qui permet à la communauté nationale de conserver sa cohésion demeure d'une actualité brûlante.

D'où l'importance d'un projet tel que *Writing the Nation* (écrire la nation), qui vise à montrer comment se sont élaborés les récits nationaux depuis 1800 dans pas moins de 23 pays européens à partir d'une analyse comparative. Financé par la Fondation européenne des sciences, cet énorme chantier dirigé par Stefan Berger, professeur d'histoire européenne comparée à l'Université de Manchester, et Christoph Conrad, professeur d'histoire contemporaine à la Faculté des lettres de l'Université de Genève, a mobilisé près de 200 collaborateurs durant cinq ans. L'ensemble des résultats obtenus occupera six volumes (en anglais), dont le premier, intitulé *The Contested Nation*, est récemment sorti de presse.

Peu présentes dans l'histoire nationale, les femmes incarnent essentiellement des figures mythiques ou héroïques, comme Jeanne d'Arc. Ci-contre, «Jeanne d'Arc à Reims lors du sacre du roi Charles VII», par Jules Eugène Lenepveu (1819-1898).



«L'idée de cette recherche émane de Guy Marchal, médiéviste reconnu et professeur émérite de l'Université de Lucerne, explique Christoph Conrad. Notre objectif était de comprendre comment s'écrit l'histoire nationale en retraçant l'évolution de la recherche et de l'enseignement universitaire dans cette discipline, mais également en cherchant à analyser le rapport existant entre l'histoire nationale et des grandes sources de clivages comme la religion, le genre et les classes sociales. En d'autres termes, il s'agissait non seulement d'examiner comment les grands récits nationaux ont été fabriqués, mais aussi la manière dont ces derniers ont pris en compte ou au contraire négligé ce qui peut être assimilé à l'autre.»

LA QUESTION RACIALE

Comme le montrent les auteurs de *Writing the Nation*, la meilleure façon de penser la nation, c'est de commencer par définir ce qui en est exclu. La question ethnique, ou raciale, occupe ainsi une place centrale dans la plupart des grands récits nationaux. «L'émergence de l'Etat-nation va de pair avec l'affirmation de racines anciennes et des références constantes à une communauté originelle mythique ou fantasmée, commente Christoph Conrad. Ces grands récits relatent les origines du groupe, définissent l'identité de ses membres et de ses ennemis, structurent la manière dont le temps est expérimenté et justifient l'ordre social et politique autour duquel la communauté est organisée.» Il s'agit également de définir des frontières et souvent de récupérer un certain nombre de «territoires perdus». La difficulté, c'est qu'il n'existe pas de nation réellement homogène et que de très nombreuses régions d'Europe ont appartenu à des entités politiques différentes au cours de l'histoire. Ce qui a forcé les historiens à se livrer à de nombreuses adaptations pour faire coïncider le récit national aux circonstances du moment.

Cette logique, qui conduira l'Europe dans deux guerres mondiales, est toutefois moins marquée lorsqu'on peut rattacher le récit historique à l'existence continue d'un Etat et d'institutions monarchiques. C'est le cas au Royaume-Uni (à l'exception de l'Irlande) où l'attention prioritaire accordée au développement constitutionnel a permis de faire passer au second plan les conflits avec les populations celtes des franges de l'Angleterre. C'est également le cas dans les Etats partagés entre plusieurs communautés linguistiques, comme la Suisse ou la Belgique, où la notion de race ne fait pas vraiment sens.

Souvent vaine, la quête d'une hypothétique communauté originelle fondée sur l'appartenance ethnique a eu des conséquences durables sur la manière dont s'est écrite l'histoire des nations. Elle a notamment conduit les historiens à sous-estimer les inégalités et les différences existant à l'intérieur des Etats au profit du grand projet commun. Toute minorité étant reléguée au second plan.

Les historiens du XIX^e, souvent proches des élites dirigeantes, ont ainsi une très nette tendance à ignorer les conflits de classe. Sous l'impulsion des mouvements ouvriers et des intellectuels de gauche, ces éléments seront peu à peu intégrés au récit dominant à partir du XX^e siècle – sauf en Allemagne, qui résiste à cette tendance jusqu'aux années 1960 – mais en respectant une perspective strictement nationale.

FIGURES MYTHIQUES

Les femmes ne sont pas vraiment mieux loties. Absentes de la scène politique jusqu'à une période très récente, elles sont également peu présentes dans l'histoire nationale. Apparaissant essentiellement pour incarner des figures mythiques (Helvetia, Marianne) ou héroïques (Jeanne d'Arc), elles sont en règle générale associées à la période des origines,

Les faiseurs d'histoire

Un des principaux objectifs du projet *Writing the Nation* consistait à reconstituer l'évolution de la profession d'historien dans l'ensemble des pays concernés par l'étude aux XIX^e et XX^e siècles. Une tâche colossale compte tenu de la place très différente qu'occupe l'histoire nationale au sein des Etats européens.

À côté des rares nations qui disposent d'une historiographie bien établie, comme la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie ou la Suisse, il existe en effet de nombreuses régions dans lesquelles l'histoire de l'histoire reste à faire. Ainsi, au Luxembourg, il n'existait pratiquement aucun texte historique académique relatif au passé national jusqu'au début des années 2000.

«Nous avons souvent été contrainte de faire un travail de première main pour déterminer qui était professeur d'histoire nationale à telle époque, comment étaient organisés les instituts s'occupant de recherche historique, ou encore combien de revues spécialisées il existait, commente Christoph Conrad. Pour arriver à nos fins, nous avons élaboré un questionnaire-type qui a servi de canevas à une enquête géante établissant l'histoire de l'histoire dans une quarantaine de pays durant deux siècles (de 1800 à aujourd'hui).» Le résultat se présente sous la forme d'un grand atlas répertoriant les différentes chaires universitaires, mais également les sociétés savantes, les associations et les multiples «institutions» ayant joué un rôle dans la construction des histoires nationales, qu'il s'agisse d'archives, de musées ou de revues.

De ce travail de longue haleine, on retiendra d'abord que le terme d'historien est loin de recouvrir une réalité homogène sur l'ensemble du territoire européen, et encore moins sur l'ensemble de la période considérée.

L'enquête met également en évidence le fait que les auteurs de ces grands récits fondateurs ne se recrutent pas uniquement parmi les spécialistes de l'histoire nationale. On y trouve en effet une forte proportion d'historiens de l'Antiquité ou du Moyen Age, mais aussi des écrivains, des hommes politiques, des économistes ou des juristes. Et là encore, les disparités régionales sont nombreuses: les archivistiques jouent ainsi un rôle essentiel en Autriche, tandis que les folkloristes et les archéologues ont une grande influence dans les Balkans et que les historiens des idées dominent en Espagne.

Le puzzle helvétique

Comme le montre la contribution de Guy Marchal, professeur émérite à l'Université de Lucerne, à *The Contested Nation*, les historiens suisses ont eu fort à faire pour forger un récit commun à l'ensemble de la nation. Partagée en quatre régions linguistiques, traversée par de forts clivages religieux et une opposition constante entre tradition fédéraliste et centralisme modernisateur, la Confédération forme en effet un ensemble plutôt hétérogène. L'Etat fédéral, qui est fondé en 1848, est par ailleurs une création relativement tardive qui n'a pas d'antécédents ethniques ou dynastiques. Ce qui n'empêchera pas les historiens de la nation de mettre constamment en avant les enjeux constitutionnels.

Dès le XVIII^e siècle, le récit officiel voit ainsi dans la Confédération médiévale un système proto-national qui, pour subsister, n'a d'autres choix que de maintenir son identité spécifique au sein des peuples européens. Encore faut-il déterminer de quoi est faite cette identité. Selon Carl Hilty, qui figure parmi les pionniers d'une philosophie de l'histoire nationale au XIX^e siècle, l'esprit suisse se caractérise depuis toujours par une manière d'approcher la chose politique et un génie national spécifique. Hilty identifie ainsi un certain nombre d'idées clés qui confèrent à l'Etat son caractère essentiel et qui ont toujours tendu vers l'avènement d'une confédération pure: la préservation des traditions anciennes et de la liberté des populations contre les prétentions absolutistes des princes, une extension naturelle du cercle du pouvoir, un esprit martial...

Après la Première Guerre mondiale, sous l'impulsion de Gonzague de Reynold notamment, l'accent se déplace vers des valeurs telles que la famille, la corporation, la communauté et surtout le fédéralisme, qui occupe une position de plus en plus centrale.

A ces éléments s'ajoute, à partir des années 1930, un discours qui voit dans la position géographique du pays un signe de sa destinée particulière. Carrefour de l'Europe, la Confédération est aussi la gardienne de ses idéaux et une terre de refuge pour des valeurs menacées comme la liberté ou les droits de l'homme. Ce qui fait dès lors la «suisstitude», c'est l'état d'esprit des habitants et le rapport qu'ils cultivent avec un environnement considéré comme unique. Envisagées non plus seulement comme un rempart protecteur, les Alpes deviennent ainsi synonyme d'unité, de solidarité et d'indépendance.

ainsi qu'à l'époque des révolutions, des mouvements nationalistes et des guerres d'unification. L'utilisation de ces figures féminines, dans une histoire qui a été écrite de manière quasi exclusive par des hommes, vise à illustrer les qualités morales de la nation dans son entier. De la même manière, la mise en avant, souvent très exagérée, de leur degré d'émancipation permet d'exalter le caractère noble et l'avancement spirituel de la communauté nationale. La femme est également souvent évoquée comme métaphore d'une nation qui aurait été épargnée de toute corruption étrangère.

ÉGLISE CATHOLIQUE: LE MAUVAIS RÔLE

Le rapport entre l'idéal national et la religion est plus contrasté. Au sein des Etats réformés, le protestantisme a en effet tendance à être considéré comme un ingrédient central du caractère national ayant fortement influencé l'évolution politique de la nation. Il fait donc partie intégrante du récit national dans des pays comme l'Angleterre, la Suède, l'Allemagne ou la Hongrie. C'est également le cas en Suisse, où l'influence de la culture protestante est prédominante. Côté catholique, l'Eglise a plus clairement le mauvais rôle dans la mesure où les historiens ont souvent cherché à lui faire porter la responsabilité de tout ce qui n'apparaît pas conforme au destin de la nation, comme l'épisode de l'Inquisition en Espagne, par exemple. L'appartenance religieuse permet également dans de nombreux cas de définir ce qui reste étranger au corps de la nation. C'est ainsi que l'historien finnois Renwall considère que le catholicisme est purement et simplement «étranger à l'âme nordique».

De manière symbolique, mais néanmoins significative de la volonté d'ériger le culte de la nation au rang de «religion politique»,



l'influence de l'histoire sacrée apparaît aussi dans la forme que prennent les récits nationaux, qui sont souvent construits de manière parallèle à la Bible. Aux souffrances, à la mort et à la résurrection du Christ, se substituent ainsi la destruction, la ruine et l'éventuelle reconstruction des nations.

Au-delà du contenu véhiculé par les grands récits nationaux, les équipes de *Writing the Nation* se sont également intéressées à la façon dont s'est diffusée cette manière presque stéréotypée de concevoir le passé. «Cela peut sembler paradoxal, mais le nationalisme est le phénomène le plus international qui soit», explique Christoph Conrad. *Les nations ennemies s'observaient en permanence et chacune lisait ce que l'autre produisait. Parfois pour s'en inspirer, parfois pour le rejeter.*

En effet, comme le montrent les travaux de *Writing the Nation*, l'histoire nationale ne fonctionne pas en vase clos. Elle se nourrit au contraire de nombreux échanges, que ce soit au travers de relations personnelles, de



DR/KUNSTMUSEUM, BASEL

En plus de jouer un rôle protecteur, les Alpes deviennent, dès 1930, également synonyme d'unité, de solidarité et d'indépendance. Ici, le «Lac des Quatre-Cantons», 1849, par Alexandre Calame

rencontres académiques, de publications, de conférences ou de congrès.

Les travaux de certains philosophes et historiens, comme Herder, Hegel, Ranke, Marx, Lamprecht ou Pirenne, ont par ailleurs eu un impact considérable dans presque tous les pays européens sur la manière de raconter et de structurer l'histoire nationale. A cela s'ajoute le fait que de nombreuses contributions à l'histoire de la nation ont été produites en exil.

LE SENS DE LA NATION

Que ce soit pour des raisons politiques ou pour pallier l'absence de structures académiques performantes, les auteurs de ces histoires nationales ont beaucoup voyagé. «*Dans les petits pays en particulier, les principales figures du nationalisme historique ont été formées dans les grandes universités étrangères*», commente Christoph Conrad. *Ils y ont emprunté un savoir-faire et des instruments intellectuels qui faisaient défaut chez eux. La première grammaire serbo-*

croate a ainsi été publiée à Munich, tandis qu'après la Deuxième Guerre mondiale, c'est aux Etats-Unis que se récrivait l'histoire de l'Allemagne.»

Le phénomène ne s'arrête d'ailleurs pas aux frontières de l'Europe. En Afrique, le sens de la nation était en effet relativement peu développé avant la colonisation. Il a ensuite rapidement évolué sous l'influence de personnalités ayant séjourné ou étudié dans la métropole, comme Habib Bourguiba, le premier président de la Tunisie. En Asie ou en Chine, où un sentiment national indigène existait déjà, ce dernier a, lui aussi, profondément évolué au contact des récits nationaux européens, comme le montre la trajectoire d'un Gandhi ou, dans un tout autre registre, d'un Khomeyni.

«*En Suisse, même si l'intérêt pour ce qui touche à l'identité nationale est manifeste, on a parfois l'impression qu'il s'agit d'un domaine un peu daté*, conclut Christoph Conrad. *Il ne faut cependant pas perdre de vue que ce qui s'est passé au XIX^e siècle avec les unifications nationales en Hongrie,*

«Les nations ennemies s'observaient en permanence et chacune lisait ce que l'autre produisait. Parfois pour s'en inspirer, parfois pour le rejeter.»

en Italie ou en Allemagne est en train de se jouer aujourd'hui dans l'ensemble des anciens pays du bloc communiste, ainsi que dans les Etats du sud-est de l'Europe. Dans toutes ces régions, la représentation du passé national reste un enjeu essentiel sur le plan politique et identitaire.» ■

«*The Contested Nation. Ethnicity, Class, Religion and Gender in National Histories*», par Stephan Berger et Chris Lorenz (ed.), *Writing the Nation Series*, vol. III, Palgrave MacMillan, 634 p.

A paraître dans la même série:

Vol I: «*Writing History in Europe. An Atlas of Historical Institutions in Europe 1800-2005*», par Ilaria Porcini et Lutz Raphael (Ed.)

Vol II: «*Setting the Standards. Institutions Networks and Communities of National Historiography*», par Ilaria Porcini et Jo Tollebeek (Ed.)

Vol IV: «*Transnational Challenges to National History Writing*», par Matthias Middell et Lluís Roura (Ed.)

Vol V: «*Borders ans Nations. Confrontations and (Re-)Conciliations*», par Tibor Frank et Frank Hadler (Ed.)

Vol VI: «*The Nation as History. National Identities ans Historical Cultures in Modern Europe*», par Stefan Berger et Christoph Conrad (Ed.)

www.uni-leipzig.de/zhsesf/

FRANCE-ALLEMAGNE: DEUX PAYS AU PASSÉ OPPOSÉ

Les deux grands Etats européens cultivent depuis toujours une conception radicalement différente de ce que doit être l'identité nationale. Une opposition qui n'exclut pas certains emprunts

Piliers de l'intégration européenne depuis des décennies, la France et l'Allemagne semblent avoir dépassé leurs dissensions au point de faire figure de pionniers pour ce qui est de l'écriture d'une histoire commune. Les deux pays, qui ont longtemps été des ennemis jurés tout en étant fascinés l'un par l'autre, s'appuient pourtant sur des visions radicalement différentes de ce que doit être l'identité nationale.

En France, même s'il existe un sentiment national incarné par la monarchie depuis le XV^e siècle au moins, l'idée de nation s'élabore pleinement avec la Révolution. Fruit d'une volonté politique, la nationalité est dès lors intimement liée à la démocratie populaire. Être citoyen de la République, c'est donc être Français, et vice-versa.

GLORIFICATION DU PAYSAN

Dans ce contexte, on assiste à une glorification constante du paysan, du petit artisan et du soldat, qui sont perçus comme l'incarnation de l'esprit révolutionnaire et donc de la France éternelle. En contrepartie, le cléricisme, associé à une monarchie par essence tyrannique, devient progressivement synonyme de menace dans le discours dominant. Et il n'y a guère que quelques patriotes catholiques – qui se retrouveront souvent dans les rangs de l'extrême droite à partir des années 1930 – pour estimer que la France est la fille aînée de l'Eglise et que 1789 est un regrettable accident.

En Allemagne, la genèse de la nation moderne obéit à un processus radicalement différent. Ce dernier voit se succéder différentes manières de penser la germanité selon l'importance accordée à un certain nombre de marqueurs identitaires tels que le langage, la culture ou l'héritage antique ou médiéval. Au début du XIX^e siècle, dans le sillage de Johann Gottfried von Herder, ce sont les intellectuels

romantiques qui vont développer l'idée selon laquelle la germanité est une sorte de don de la nature et qu'il existe un style allemand dont la culture populaire est une des manifestations les plus visibles.

A l'opposé de la vision française, cette définition «ethnique» du peuple allemand, qui est fondée sur une forme d'identité collective héritée du fond des âges, envisage l'État comme un élément artificiel pouvant corrompre le naturel de la nation. La notion de «race germanique», utilisée par les Français pour dénoncer la barbarie de leur voisin, ne devient centrale qu'avec l'unification du pays en 1871. Elle ne cessera dès lors de prendre de l'importance jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Hitler en 1933.

A noter également que les historiens des deux pays cultivent un rapport très différent aux clivages de classes et au fait religieux. Alors qu'en France, la religion et l'Etat – qui est assimilé à la nation toute entière – constituent deux sphères complètement séparées, en Allemagne les connexions entre les deux sont multiples. Sous l'influence des théologiens protestants, qui ont donné naissance aux études historiques nationales au XIX^e siècle, l'idée que les grands personnages de l'histoire nationale ne sont en fait que les agents des volontés divines a ainsi été très forte au XIX^e et après 1945.

Le terme de «classe» n'a pas non plus la même signification dans les deux traditions historiographiques. En France, la bourgeoisie révolutionnaire, puis les classes populaires (incarnées par les sans-culottes, le Front populaire de Léon Blum ou la résistance des communistes durant l'Occupation) sont en effet relativement bien intégrées à la communauté nationale.

En Allemagne (à l'exception de la RDA), toute lecture mettant en avant les clivages de classe est en revanche perçue, jusque dans les



Vierges guerrières de la mythologie nordique, les Valkyries apparaissent notamment dans la deuxième partie de la tétralogie «Der Ring des Nibelungen» composée par Richard Wagner en 1870. Ci-dessus, «La Veille de la Valkyrie» par Edward Robert Hughes (1851-1914).

années 1960, comme un discours menaçant relevant de la contre-culture et, par conséquent, dépourvu de toute scientificité.

«Ces nombreux contrastes ne doivent pas faire oublier les multiples échanges qui ont eu lieu entre la France et l'Allemagne, explique Christoph Conrad. Ainsi, tandis que les Français s'inspiraient de l'organisation des universités de recherche allemandes, leur voisin importait la pensée raciste de Gobineau. Nombre de grands historiens français, comme Ernest Lavisse ou Marc Bloch, ont par ailleurs séjourné en Allemagne dans le cadre de leurs travaux.» ■

CINQ TOMES POUR UNE AUTRE HISTOIRE DE LA SUISSE

Vingt-sept ans après la «Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses», François Walter propose une nouvelle lecture du passé national avec «L'Invention d'une Confédération», premier volet d'une série de cinq ouvrages

Proposer une nouvelle lecture de l'histoire nationale du XV^e siècle à nos jours: telle est l'ambition de la série de cinq tomes que vient d'inaugurer François Walter avec la publication de *L'Invention d'une Confédération*. Offrant une alternative bienvenue à la *Nouvelle Histoire de la*

Suisse et des Suisses de 1982, qui faisait jusque-là office de référence pour les lecteurs francophones, ces travaux possèdent deux atouts majeurs. Le premier est de dépasser le cadre strict de l'histoire événementielle pour intégrer les nouveaux standards de la discipline. François Walter s'interroge ainsi non seulement sur les étapes ayant conduit à la construction de la nation,

mais aussi sur la nature du lien social qui unit les Suisses, sur les relations avec l'Europe, sur les clivages linguistiques, religieux, sociaux et économiques ou encore sur l'influence des variations de l'environnement dans l'histoire. Le second avantage de ces travaux tient à l'approche choisie par l'auteur. Plutôt que de proposer des interprétations toutes faites, l'objectif de la série consiste en effet à fournir au lecteur les moyens de se forger sa propre opinion. «C'est un peu l'objectif citoyen d'une réécriture de l'histoire au XXI^e siècle», résume le professeur.

GRANDES DYNASTIES FÉODALES

Destiné à un large public, présenté dans un style concis et accessible, le premier volume de la série est logiquement consacré à l'émergence de la Confédération. Insistant dès les premières pages sur le fait qu'*il importe de rompre avec la convention des origines qui voudrait que la Suisse ait été fondée à une date précise*», François Walter rappelle tout d'abord que c'est à Jules César que l'on doit la première mention des Helvètes.

Ces populations, composées de quatre tribus dont le territoire s'étend entre le Rhin, le Jura et le lac Léman, sont intégrées vers la fin du I^{er} siècle après J.-C. dans la nouvelle province impériale que constitue la Germanie supérieure. Le processus de latinisation qui s'ensuit permet le développement de plusieurs centres urbains, ainsi que l'implantation de grands domaines fonciers sur le Plateau. Après la chute de l'Empire romain d'Occident, en 476, le territoire de ce qui deviendra la Suisse passe sous la domination du grand royaume franc mérovingien, puis dans le giron du Saint Empire romain germanique. «Très concrètement, résume François Walter, *l'espace suisse appartient à l'Empire, tout en étant géré par de grandes dynasties féodales, elles-mêmes reconnues par de multiples vassaux détenteurs de fiefs.*» Une situation complexe qui permet aux communautés locales de s'assurer

de larges prérogatives dans la gestion quotidienne de leurs ressources.

Parallèlement, le catholicisme, qui connaît une pénétration rapide en Suisse (l'abbaye de Saint-Maurice, qui n'a jamais cessé son activité depuis le VI^e siècle, est considérée comme la plus ancienne d'Europe), apporte à ces populations le début d'un sentiment d'appartenance commune. «*Le christianisme, grâce à son extraordinaire aptitude à intégrer les apports divers, unifie en quelque sorte ce monde composite en lui donnant une vision cohérente de la vie et du destin*», explique François Walter. Il contribue également à modifier le paysage. Certaines villes s'imposant en tant que centres épiscopaux, tandis que, dans les campagnes, l'implantation des couvents donne un élan à la reprise de la colonisation rurale et aux défrichements jusque dans les régions les plus reculées. Comme le souligne François Walter, la constitution de ce maillage paroissial assez dense structure fortement les contacts et contribue à renforcer les liens de sociabilité entre des populations encore très métissées.

SÉCURISER LE COMMERCE

Le mouvement s'accélère à partir du XII^e siècle, avec le regroupement de certains territoires et le développement d'alliances destinées à résister à la puissance impériale. Loin de se limiter à ce que l'on appellera plus tard les «cantons primitifs», le phénomène touche d'autres communautés paysannes (au Tyrol, dans le Dauphiné ou dans les régions côtières de la mer du Nord) et de nombreuses cités. C'est dans ce contexte qu'intervient le fameux «Pacte de 1291». Comme le rappelle François Walter, ce document retrouvé dans les archives en 1758 et qui sera considéré au XIX^e siècle comme l'acte de naissance de la Confédération, ne contient, dans les faits, aucun projet politique. Le texte, qui précise que chacun de ses signataires «*reste soumis, comme il convient, à son seigneur*», vise es-

«Il importe de rompre avec la convention des origines qui voudrait que la Suisse ait été fondée à une date précise»



O Lidgitschafft durch Venktion,
Wirst um dein Fryheit wider kon,
Wirst Fursten und Herren gfangner sein,
Was Kainst dich mehr der Fryheit dein,
O Dapferkeit sich du hier in.

Un soldat suisse est enchaîné et reçoit du pape Paul V une bourse pleine d'argent. Il est suivi du cardinal de Richelieu, de Philippe II d'Espagne, d'Henri IV de France et du doge de Venise qui viennent tous solliciter les faveurs du militaire suisse. Le service militaire à l'étranger est l'un des fondements du système économique de l'ancienne Suisse. Tableau anonyme (vers 1610-1620).

sentiellement à régler l'usage de la violence, à freiner les guerres privées, à protéger les propriétés individuelles et collectives, ainsi qu'à sécuriser le commerce.

Signe que quelque chose est malgré tout en train de changer, le terme de «Waldstaetten» apparaît pour la première fois dans les sources en 1311. «C'est une première indication selon laquelle, de l'extérieur, on peut avoir l'impression d'un petit ensemble cohérent réunissant environ 200 000 habitants jaloux de leur particularisme», commente François Walter. Quatre ans plus tard, suite à la victoire obtenue à Morgarten, l'alliance entre les trois vallées d'Uri, Schwyz et Unterwald est renforcée par la signature de la Charte de Brunnen, dans laquelle il est pour la première fois question des «Confédérés».

EMBRYON DE CONFÉDÉRATION

Au cours des décennies suivantes, en réponse à la volonté expansionniste des Habsbourg, on assiste à un rapprochement entre les trois vallées alpines et les villes de Lucerne, Zurich, Berne, Zoug, ainsi que la vallée de Glaris. Cet embryon de Confédération, qui est relié par un réseau d'alliances variées et asymétriques évoluant en fonction des circonstances, prend une nouvelle dimension suite à la victoire sur les chevaliers autrichiens obtenue à Sempach en 1386. L'événement a en effet un énorme retentissement en Europe. «Les lettrés affirmèrent que, pour la première fois dans l'histoire, des paysans s'étaient levés contre leurs maîtres légitimes, explique François Walter. Ils auraient ainsi osé mettre en péril l'ordre social médiéval. Cette vision idéologique de la bataille de Sempach est très importante pour l'image de la «Confédération». Elle accorde la thèse d'une Suisse paysanne qui s'est débarrassée de sa noblesse, alors que, bien évidemment, les élites du temps sont surtout des bourgeois des villes et des notables des vallées.»

Cet épisode marque également le début d'une nouvelle phase de collaboration entre les VIII cantons qui rédigent leurs premières réglementations communes et se dotent d'une

assemblée (la Diète). Rédigé en 1393, le Convent de Sempach peut, selon François Walter, «être considéré comme la première expression du sentiment d'une communauté de destin entre les villes et les vallées.»

Les guerres de Bourgogne, qui voient les Confédérés triompher de Charles le Téméraire, ne feront qu'accroître la tendance. Sous l'impulsion de Berne, qui assoit de plus en plus son leadership, on voit s'affirmer une véritable conscience identitaire. Dans les récits de l'époque, la Confédération, forte désormais de 13 cantons, apparaît désormais comme un territoire au destin privilégié, voulu par Dieu qui lui a donné des murailles de montagnes pour se protéger de l'extérieur. Cette vision se double d'une réputation très négative à l'étranger. Considérés comme des montagnards brutaux, les Suisses sont partout redoutés pour leur caractère belliqueux et leur propension à la violence. Et cette image va perdurer au moins jusqu'à la défaite de Marignan en 1515. A partir de ce moment, les pouvoirs publics vont s'efforcer de contrôler l'importante source de revenus que constitue le mercenariat. Comme le souligne François Walter, ce processus marque «le point de départ de ce qui va devenir peu à peu l'un des fondements du système helvétique, à savoir le contrôle de la force militaire par les cantons et l'officialisation du service militaire à l'étranger à travers ce qu'on appelle les «capitulations», soit des traités signés avec les employeurs et garantis par les pouvoirs publics moyennant rémunération.»

LE DIABLE EST PARTOUT

L'édifice reste cependant fragile. De très nombreuses émeutes paysannes et autres révoltes urbaines émaillent en effet la vie des cantons tout au long du XVI^e siècle. En ces temps incertains, les Suisses voient par ailleurs le diable partout. Dans les régions dont l'agriculture a le plus souffert du refroidissement climatique – qui devient sensible dès le XIV^e siècle –, les accusations de sorcellerie se multiplient et les bûchers prolifèrent.

Considérés comme des montagnards brutaux, les Suisses sont partout redoutés pour leur caractère belliqueux et leur propension à la violence

La Réforme, qui est adoptée à Zurich, Berne, Bâle et Schaffhouse, ne fera qu'attiser ces tensions entre les 13 cantons, menaçant à plusieurs reprises de faire exploser la mosaïque helvétique. Paradoxalement, c'est pourtant cette partition religieuse qui va permettre à la Suisse d'échapper à l'éclatement lors de la guerre de Trente Ans en lui évitant d'avoir à choisir son camp. «Une Suisse uniconfessionnelle aurait probablement disparu dans les tourmentes du grand conflit européen», constate François Walter.

Qu'on ne s'y trompe pas cependant: la Suisse ne deviendra une nation à part entière qu'avec l'adoption de la Constitution fédérale de 1848. Si bien qu'aux alentours de 1600, date à laquelle s'achève ce premier tome, l'image des 13 Confédérés faisant cercle pour prêter serment de manière unanime, qui devient alors un thème central de l'iconographie nationale, n'est encore qu'un lointain idéal. ■

«Histoire de la Suisse. Tome 1: L'invention d'une Confédération (XV^e-XVI^e siècles)», Editions Alphil-Presses universitaires suisses, 135 p.

A paraître:

Tome 2: L'âge classique (1600-1750)

Tome 3: Le temps des révolutions (1750-1830)

Tome 4: La création de la Suisse moderne (1830-1930)

Tome 5: Certitudes et incertitudes du temps présent (de 1930 à nos jours)

LA RUSSIE SE REFAIT UNE GRANDEUR

Comme tous les anciens pays du bloc soviétique, la Russie a été contrainte de revisiter son histoire nationale après l'effondrement de l'URSS. Un exercice qui, depuis l'accession au pouvoir de Vladimir Poutine, vise essentiellement à restaurer la fierté de la nation

En septembre dernier, pour ce qui constituait le premier voyage officiel en Suisse d'un président russe, Dmitri Medvedev s'est fendu d'un bref détour du côté des gorges des Schöllenen, dans la région d'Andermatt. Le motif de cette insolite escale uranaise: commémorer la traversée des Alpes par le général russe Alexandre Souvorov et son armée, qui, chassés d'Italie par les armées napoléoniennes en 1799, durent franchir le Saint-Gothard après avoir subi de lourdes pertes.

Loin de relever de l'anecdote, cette cérémonie solennelle, célébrée au son des trompettes de la musique militaire des cadets du vénérable général tsariste, est tout à fait révélatrice de l'importance qu'accordent aujourd'hui les anciens Etats du bloc soviétique, et en particulier la Russie de Vladimir Poutine, à l'histoire nationale.

Comme le montre Korine Amacher dans un article paru récemment dans la revue *Les Cartables de Clio* et portant sur les manuels scolaires de l'ère post-soviétique*, l'historiographie soviétique est en effet entrée dans une crise profonde dès le début de la *perestroïka*, en 1985.

REJET DE L'ÉPOQUE SOVIÉTIQUE

Prenant logiquement à revers l'interprétation marxiste-léniniste qui avait prévalu durant plus de 70 ans, les premiers manuels scolaires portant sur l'histoire de la Russie, qui paraissent en nombre dès l'effondrement de l'URSS, en 1991, sont globalement caractérisés par le rejet de l'époque soviétique et une certaine admiration pour le modèle

libéral occidental. «*Ce n'est plus la lutte des classes qui est prônée, mais les réformes et l'économie de marché*», résume Korine Amacher. La réédition des écrits de Pavel Milioukov, fondateur du Parti libéral russe en 1905, qui fut âprement critiqué par l'historiographie soviétique, est tout à fait emblématique de ce mouvement. Tout comme l'est le rôle dévolu aux «*décembristes*», ces officiers qui avaient tenté le coup d'Etat en 1825, qui sont présentés non plus comme les pères de la tradition révolutionnaire, mais comme les précurseurs du libéralisme russe. Quant à la victoire du parti de Lénine en octobre 1917, elle repose au moins autant sur la capacité des bolcheviques à refléter le désir d'égalité et de terre des masses que sur les défaillances des autres formations politiques du pays.

OCCIDENT MENAÇANT

La profonde crise économique et sociale qui frappe la Russie dès le milieu des années 1990 va amener de nouveaux changements. Déçue par le gouvernement Eltsine, la population russe se détourne progressivement de l'Occident qui est à nouveau perçu comme menaçant. Dans le même temps, le passé soviétique du pays est progressivement réintégré dans la mémoire nationale. Les années Brejnev deviennent ainsi l'incarnation «*de l'idéal social égalitaire et de la nostalgie de l'ordre*». Puis c'est la figure de Staline lui-même qui retrouve les faveurs de l'histoire.

«*Lorsque, dès le début des années 2000, le gouvernement de Poutine propose à ses concitoyens l'image d'un pays victorieux, qui a su rester*

Dans un tel contexte, la terreur, la répression et la famine des années 1930 se réduisent à un mal nécessaire

KORINE AMACHER,
chercheuse au
Département
de langues et
littératures
méditerranéennes, slaves
et orientales
de la Faculté
des lettres
et à l'Institut
européen



KEYSTONE

Le président russe Dmitri Medvedev, en septembre dernier, devant le monument dédié au général Souvorov.

vidualiste et égoïste. A l'inverse, les tsars sont célébrés comme des personnages généreux et justes qui, de tout temps, ont été les garants des valeurs familiales, du courage militaire et de l'orthodoxie religieuse.

Quant à Staline, selon deux auteurs faisant partie d'un projet visant à élaborer de nouveaux standards éducatifs au niveau fédéral, il faut désormais considérer qu'il a fait «plus de bien que de mal» compte tenu des circonstances de l'époque. Dans un tel contexte, la terreur, la répression et la famine des années 1930, qui ont pourtant causé des millions de victimes, se réduisent à un mal nécessaire. Un sacrifice certes douloureux, mais qui a permis au pays d'assurer sa souveraineté durant la Deuxième Guerre mondiale.

«Même si ces thèses sont très controversées dans le milieu des historiens russes et que les enseignants sont libres de choisir les ouvrages sur lesquels ils s'appuient, l'idée centrale qui se dégage de ces nouveaux manuels est qu'un Etat, fort, dont l'intérêt est supérieur à celui des individus et qui peut à tout moment exiger de ses citoyens des sacrifices, reste le meilleur garant d'une Russie puissante assiégée, aujourd'hui comme hier, d'ennemis intérieurs et extérieurs», conclut Korine Amacher. ■

«Les Manuels d'histoire dans la Russie post-soviétique: visions multiples et nouvelles tendances», par Korine Amacher, in «Les Cartables de Clio», n° 9-2009, p. 117-127.

grand de tout temps et s'affranchir avec honneur de toutes les épreuves», *bien peu, au sein de la société russe, sont ceux qui rejettent cette nouvelle vision du passé*», constate Korine Amacher.

Pour le pouvoir russe, l'objectif prioritaire des manuels d'histoire nationale doit dès lors consister à susciter la fierté envers le passé national davantage que la polémique. Dans

certaines d'entre eux, cette injonction se traduit par une campagne de diabolisation intense à l'égard des révolutionnaires qui sont désormais assimilés à des ennemis de l'Etat russe pour avoir voulu imposer l'égalité par la terreur et la dictature. Le même procédé de dénigrement est appliqué à l'intelligentsia pro-occidentale, coupable d'avoir cédé aux sirènes d'une Europe bourgeoise, indi-

«AUCUN MANUEL ROMAND N'EST

Contrairement à la Suisse alémanique, la Suisse romande n'a produit aucun manuel scolaire depuis la parution du rapport de la Commission Bergier, traitant des fonds en déshérence, de l'or nazi et des réfugiés juifs. Analyse de la situation avec Charles Heimberg, de la Section des sciences de l'éducation

Existe-t-il un manuel scolaire d'histoire en Suisse romande qui intègre les derniers résultats scientifiques, notamment ceux du rapport de la Commission Bergier, «La Suisse, le national-socialisme et la Seconde Guerre mondiale», paru en 2001?

CHARLES HEIMBERG: Non. Il faut savoir qu'en Suisse romande les manuels ont toujours été créés à l'initiative d'un canton, même si certains d'entre eux ont ensuite connu une diffusion plus large. Parmi les derniers, on peut citer celui qui est paru en 1984, Histoire de la Suisse, aux éditions Fragnière à Fribourg. La série parue aux éditions LEP dans le canton de Vaud a été, elle, créée au début des années 1990. Ces ouvrages ont donc été écrits avant la crise des fonds en déshérence. Et depuis, aucun nouveau manuel n'a vu le jour en Suisse romande. La raison principale est économique. Il n'y a tout simplement pas assez d'élèves pour qu'un tel livre soit financièrement concevable. Ce qui explique aussi pourquoi les cantons se contentent de n'utiliser – lorsqu'ils décident de le faire – qu'un seul manuel dans toutes leurs écoles. Ce qui pose un autre problème.

Lequel?

Le fait de disposer d'un seul ouvrage par canton, de se trouver dans une situation de monopole en quelque sorte, est antidémocratique. L'histoire étant ce qu'elle est, il est important de pouvoir choisir parmi plusieurs points de vue ou éclairages possibles. En France ou en Italie, il existe une telle pluralité qui assure, malgré la pression unificatrice des programmes, une ouverture à l'innovation et une diversité de ton. La décision de prendre tel manuel plutôt qu'un autre est parfois prise au niveau d'un établissement ou d'une volée, mais jamais à l'échelle d'une région entière.

A défaut de manuel suisse, certains cantons cèdent-ils à la tentation d'adapter des manuels français?

Oui, c'est le cas en Valais et à Neuchâtel, qui

ont récemment opté pour une telle solution. Les éditeurs français proposent aujourd'hui facilement ce genre d'adaptations. Ces manuels sont malheureusement très centrés sur l'histoire de la France que nos voisins ne séparent jamais de l'histoire générale. Il faut donc improviser des appendices sur l'histoire locale et suisse. Ces ouvrages paresseusement adaptés donnent des résultats très médiocres. Et aucun d'eux n'évoque le rapport Bergier.

Que pensez-vous du manuel zurichois «Hinschaun und Nachfragen» («Observer et questionner») paru en 2006 et qui a déchaîné l'ire de l'UDC parce qu'il intègre les résultats du rapport Bergier?

Je trouve cet ouvrage intéressant, au même titre que d'autres édités en Suisse alémanique. Et pas seulement parce qu'ils intègrent le rapport Bergier – ce qui est la moindre des choses pour un manuel traitant de la Suisse durant la Deuxième Guerre mondiale. Mais aussi parce que ce sont de vrais manuels scolaires. C'est

—
CHARLES HEIMBERG, chargé d'enseignement à l'Institut universitaire de formation des enseignants et privat docent à la Section des sciences de l'éducation

à-dire qu'ils contiennent un récit et des documents, bien sûr, mais proposent également une grande variété d'activités de laboratoire visant à apprendre ce qu'est l'histoire en tant que discipline.

Vous participez à la formation des enseignants du secondaire. Comment enseigne-t-on l'histoire aujourd'hui dans les cycles d'orientation genevois?

Un nouveau plan d'études a été adopté en 1999. Il organise la matière à enseigner selon quatre principes. Le premier consiste à dire qu'une séquence

d'histoire est toujours l'association d'un thème (la Première Guerre mondiale, par exemple) et d'un objectif d'apprentissage, d'un questionnement spécifique à la démarche de l'historien (par exemple la comparaison, la mise en contexte ou encore la prise en compte de la mémoire des survivants). Autrement dit, on étudie un fait historique en insistant sur un point de vue, un éclairage particulier. Le deuxième principe est l'enseignement de la chronologie des événements ou des époques. Le troisième vise à aborder l'histoire à différentes échelles: locale, nationale, européenne et mondiale. Et le quatrième est la présentation d'une pluralité d'approches (histoire politique, histoire de genre, histoire économique et sociale, etc.). Un nouveau plan d'études romand est cependant en cours d'élaboration et il est à espérer qu'il pérennise cette approche.

A défaut de manuel d'histoire officiel, que fournit-on aux enseignants?

Il existe du matériel pédagogique, dont un CD-Rom (réservé aux enseignants) qui contient environ 80 de ces séquences d'histoire dont j'ai parlé. Elles nourrissent les cours et les élèves les intègrent en principe dans leurs classeurs.

Le rapport Bergier apparaît-il dans ce CD-Rom?

«Le fait de disposer d'un seul ouvrage par canton, de se trouver dans une situation de monopole, est antidémocratique»

INTÈGRE LE RAPPORT BERGIER»



Le refoulement des réfugiés juifs à la frontière suisse est un fait que les manuels d'histoire suisses romands occultent toujours. Ici la douane du Creux, près de Vallorbe, en 1940.

Oui. Quand le rapport est sorti, j'étais enseignant du secondaire et j'avais pris l'initiative de proposer une brochure destinée aux élèves en reprenant des extraits de la partie du rapport consacrée aux réfugiés juifs durant la guerre*. La brochure est devenue une publication du Département de l'instruction publique et son contenu a été intégré au CD-Rom. Je suis certes content que ce travail soit maintenant cité pour mentionner ce qui s'est fait en Suisse romande. Mais, au fond, ce n'est pas grand-chose. Et aucune autre initiative n'a été prise par la suite, à ma connaissance.

L'absence de manuel nuit-elle à la qualité de l'enseignement?

Les enseignants ont surtout besoin d'un ensemble diversifié de ressources pédagogiques. Consultés à la fin des années 1990, les enseignants genevois avaient demandé de pouvoir disposer de plusieurs collections en classe pour des usages ponctuels. Ce qui existe actuellement est toutefois insuffisant. Je reste malgré tout réticent à l'idée d'un manuel scolaire uni-

que. Je fais partie de cette génération d'enseignants qui ont dû travailler avec le livre, totalement obsolète, de Georges-André Chevallaz. Je n'en garde pas un bon souvenir. D'ailleurs, je peux vous assurer qu'à l'instar de beaucoup de mes collègues, je ne l'ai jamais utilisé. Et puis, dans le monde francophone, les manuels actuels ont d'autres défauts. Un livre qui n'est qu'un récit, ce qui est souvent le cas, tente de faire croire qu'il est exhaustif, qu'il résume le tout, ce qui est impossible. Et comme il est écrit de manière linéaire, il induit dans l'esprit du lecteur de fausses relations de cause à effet. Ce dernier finit par avoir une vision du passé totalement biaisée.

Des livres sur l'histoire suisse destinés au grand public ont récemment connu de beaux succès de librairie. Qu'en pensez-vous?

L'émergence de livres de vulgarisation de l'histoire est en soi une bonne chose. Dans *L'Histoire suisse en un clin d'œil*, l'auteure, Joëlle Kuntz, a délibérément choisi de ne pas traiter des sujets qui font mal, comme les luttes sociales ou l'affaire

des réfugiés juifs durant la Seconde Guerre mondiale. C'est son choix. Et je n'ai qu'un problème avec ce livre, c'est son titre se référant à l'«histoire suisse». Des journalistes m'ont ainsi demandé s'il s'agissait d'un nouveau manuel scolaire romand – ce qui n'est bien sûr pas le cas. Je suis en revanche extrêmement déçu par *L'Histoire suisse pour les nuls*, de Georges Andrey. Pourtant rédigé par un professeur honoraire de l'Université de Fribourg ayant participé à l'écriture de la *Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses***, l'ouvrage se livre, entre autres choses, à une réhabilitation de certains mythes fondateurs. Ainsi, les légendes de Guillaume Tell et de Winkelried sont qualifiées de «vraisemblables». Par ailleurs, ce livre ne contient pas un mot sur le rapport Bergier, alors qu'il a été rédigé bien après. ■

* «Le Rapport Bergier à l'usage des élèves. La Suisse, le national-socialisme et la Seconde Guerre mondiale. La question des réfugiés», DIP, avril 2002. www.didactique-histoire.net/article.php3?id_article=35

** «Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses», ouvrage collectif présidé par Jean-Claude Favez, Ed. Payot, 1986

LA MAISON DE L'HISTOIRE FÉDÈRE LES EXPERTS DU PASSÉ

Lancée par des chercheurs et soutenue par le Rectorat, l'idée de rassembler des historienne et historiens issus de disciplines très différentes dans des projets de recherche communs rencontre un véritable succès. Présentation

Il se dit que l'Université de Genève est celle qui dispose du plus important contingent d'historiens dans le monde francophone, juste après celle de Paris. Le problème, c'est que ces forces sont très dispersées et jusqu'à récemment, n'avaient parfois aucun contact entre elles. Convaincu de la nécessité de les fédérer

MICHEL GRANDJEAN, professeur à la Faculté de théologie et directeur de la Maison de l'histoire

et de les rendre plus visibles, autant à l'intérieur de l'institution qu'envers la Cité, le Rectorat a soutenu en 2008 la création d'une Maison de l'histoire. En pleine gestation depuis plus d'une année, cette dernière est maintenant sur le point d'acquiescer une existence réglementaire. Elle n'a d'ailleurs pas attendu

cette naissance officielle pour remporter un beau succès avec l'obtention, cet automne, d'un financement de 2,8 millions de francs par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) pour le projet «la fabrique des savoirs» (lire ci-contre).

ABONDANCE D'HISTORIENS

«Il n'existe pas une faculté à Genève qui ne dispose pas de ses propres historiens, note Michel Grandjean, directeur de la Maison de l'histoire. C'est normal, au fond. On ne peut pas ajouter de nouvelles connaissances à une science si l'on n'a pas une bonne compréhension de son passé et de la manière dont elle s'est construite.»

Ainsi, en dehors de la Section de philosophie et d'histoire de la Faculté des lettres (qui regroupe les sciences de l'Antiquité, l'histoire générale et l'histoire de l'art), l'Université comprend aussi l'Institut d'histoire et de la santé, le Département d'histoire économique, le Département d'histoire du droit et des doctrines juridiques et politiques et l'Institut d'histoire de la Réformation. Et à cela s'ajoute les cher-



Au XVII^e siècle, la corporation des chirurgiens d'Amsterdam, dont le Dr Tulp représenté ici faisait partie, n'autorisait par an qu'une dissection publique. Le corps devait être celui d'un criminel exécuté. En l'occurrence il s'agit d'Aris Kindt, pendu le jour même pour vol à main armée. «La leçon d'anatomie du Dr Nicolaes Tulp», 1632, Rembrandt van Rijn.

cheurs spécialisés en épistémologie et histoire des sciences, en histoire de l'éducation, en histoire du christianisme, en histoire de l'Europe, en histoire sociale, etc. La liste n'est pas exhaustive.

Lancée au départ par un petit groupe d'historienne et d'historiens soucieux de rassembler tous ces gens très disparates, la Maison de l'histoire a organisé une première assemblée générale en septembre 2009. Preuve de sa pertinence: elle a rassemblé pas moins de 80 per-

sonnes, tous membres de l'université. Un collège scientifique de 17 chercheurs a été élu et a choisi son organe exécutif composé de trois membres. Michel Grandjean en est le directeur, il est secondé par Rita Hofstetter, professeure à la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation et Matthias Schulz, professeur au Département d'histoire générale.

«L'objectif n'est pas de rassembler tous ces historiens en une sorte de super Faculté d'histoire, rassure Michel Grandjean. Cela serait certainement contre-

productif. Il vaut mieux laisser les historiens dans leur milieu naturel et stimuler plutôt les projets communs, à l'image de celui de la «fabrique des savoirs». C'est d'ailleurs la première fois que l'Université de Genève présente au FNS un projet regroupant des chercheurs de cinq facultés différentes.»

INVENTAIRE DES COMPÉTENCES

Faire travailler ensemble ces chercheurs d'horizons différents constitue d'ailleurs le plus grand défi. Pour y contribuer, des séminaires de recherche communs sont organisés dès janvier. Le petit budget dont dispose actuellement la Maison de l'histoire permet par ailleurs de payer le poste d'un adjoint scientifique qui, entre autres, rédige une lettre d'information hebdomadaire présentant les actualités (colloques, conférences, publications, etc.). Il s'occupe aussi de l'élaboration d'un inventaire des compétences. Cette base de données, accessible via Internet par toute la communauté universitaire, permet de retrouver facilement quels chercheurs sont spécialisés dans quels domaines de l'histoire.

Plus tourné vers le grand public, un projet de Nuit de l'histoire est à l'étude, à l'image de

En fin de compte, ce qui manque à la Maison de l'histoire, ce sont de véritables murs et un toit.

la Nuit de la science (qui se tient depuis 2000) et de la Nuit de l'Unige (qui a eu lieu en 2009 à l'occasion du 450^e anniversaire de l'Académie). Cet événement pourrait d'ailleurs être lié aux Journées du patrimoine qui se tiennent en septembre 2010 et dont le thème est «Patrimoine culturel et cycle de vie».

Du point de vue de l'enseignement, la Maison de l'histoire met actuellement en place un certificat complémentaire valant 30 crédits permettant de compléter dans certains cas une maîtrise universitaire de 90 crédits (pour arriver ainsi au total requis de 120 crédits). «Un étudiant en lettres pourrait ainsi compléter son cursus avec un certificat en histoire des sciences ou de la santé, explique Michel Grandjean. Un autre pourrait se former en histoire de la philosophie et en histoire économique. Les possibilités sont nombreuses. Il est également fort probable que nous participions aussi à des écoles doctorales dans le cadre de la Conférence universitaire de la Suisse occidentale (CUSO).»

En fin de compte, ce qui manque à la Maison de l'histoire, ce sont de véritables murs et un toit. Pour le directeur, cette perspective est essentielle, ne serait-ce que pour pouvoir recevoir des chercheurs de l'extérieur. Mais cette demande est pour l'instant prématurée. L'Université, en manque chronique de locaux, doit régler des problèmes autrement plus urgents en la matière. ■

<http://www.unige.ch/rectorat/maison-histoire/index.html>

LA «FABRIQUE DES SAVOIRS», UN PROJET À 2,8 MILLIONS DE FRANCS

Comment les savoirs se sont-ils construits? Par quels processus intellectuels et sociaux une théorie, comme celle de la relativité en physique, est-elle parvenue à s'imposer, tandis que d'autres ont été abandonnées ou reléguées à l'arrière-plan? Comment est-on passé d'une vision de l'homme ancré dans la religion et la morale à celle d'un homme social protégé par des droits? Ces questions sont au cœur d'un vaste projet de recherche, la «fabrique des savoirs», réunissant des équipes de cinq facultés différentes, qui a obtenu en 2008 le soutien du Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) à hauteur de 2,8 millions de francs pour trois ans. Ce travail d'enquête collective pose la première pierre à l'édification de la «Maison de l'histoire» au sein de l'Université.

Pour Michel Porret, professeur d'histoire à la Faculté des lettres, requérant principal du projet, «il s'agit d'une étape importante qui contribuera à créer un pôle de recherche fort en sciences humaines, bénéficiant d'une bonne visibilité». Le soutien apporté par le FNS va également permettre de former une relève dans le domaine des sciences historiques, puisque de nombreux doctorants et maîtres assistants formés à Genève participeront aux travaux de recherche et aux événements publics prévus tout au long de ces trois années.

Les six équipes (histoire des sciences, histoire judi-

ciaire, sciences de l'éducation, psychologie, histoire économique et histoire des religions) n'entendent pas, à travers ce projet, réécrire une épistémologie, mais plutôt raconter l'épaisseur des processus en jeu dans la construction des connaissances.

«Les savoirs ne s'imposent pas uniquement parce qu'ils sont justes, relève Michel Porret. Cette explication laisse de côté les allers-retours, les errements intellectuels, mais aussi le rôle joué par les politiques des institutions, les ruptures dans l'histoire sociale. Ces éléments, parfois microscopiques et souvent complexes, nous aident à comprendre par quels processus des connaissances éparses finissent par s'agréger et former un savoir établi ou comment une théorie en vient à s'imposer plus rapidement, de manière plus visible et dominante que d'autres, à un moment précis de l'histoire.»

Michel Porret voit plusieurs axes à ce travail. Il s'agit d'abord de dégager les moments de rupture dans l'histoire des connaissances. Ainsi, à partir de la Renaissance, les acteurs du savoir combattent les croyances religieuses. Ils se désinvestissent lentement du champ théorique pour recourir de plus en plus systématiquement à l'expérience.

«La loi naturelle remplace la loi morale, résume l'historien. Les médecins, par exemple, se mettent à pratiquer l'autopsie publique sur des cadavres de condamnés à mort, en cherchant non plus à confir-

mer le savoir des Anciens mais à comprendre ce qu'ils ont sous les yeux.»

A travers ces évolutions se dessine une certaine image de la modernité: l'expérimentation aboutit à une densification des problèmes. Partout, le jugement cède la place à l'expertise.

Le second axe correspond à la dimension pratique du travail de recherche. «Nous avons la chance de disposer, à Genève, d'un patrimoine d'archives parmi les plus riches d'Europe, explique Michel Porret. Un important travail de dépouillement nous attend: petits papiers de laboratoire, lettres échangées entre savants, etc. Nous allons nous intéresser à ce qui se passe dans les ateliers, les laboratoires, les chancelleries judiciaires. Cela devrait nous permettre de suivre le bricolage institutionnel et intellectuel, au sens noble du terme, qui organise la construction des savoirs.»

Enfin, les historiens espèrent mettre en lumière l'arrière-plan social de la fabrique des savoirs. Pour Michel Porret, «l'histoire des connaissances est une histoire d'individus et d'institutions possédant des relais sociaux, politiques, académiques. A travers ce projet, nous mettons aussi l'accent sur l'université, ses modes de fonctionnement, sur ce que nous faisons de nos connaissances et comment nous les transmettons.» ■